

## **CONCLUSION**

L'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique aura des effets sociaux, environnementaux, culturels et politiques qui marqueront le développement de nos trois pays et des Amériques pour le prochain quart de siècle. Le projet d'ALÉNA proposé par les trois gouvernements se caractérise par une approche uniquement commerciale: il risque d'accélérer la détérioration de l'environnement, d'accroître les inégalités à l'intérieur de nos sociétés et entre nos trois pays.

La CQNT estime que le gouvernement fédéral doit ouvrir un débat public éclairé sur ce projet d'entente. Elle demande aussi que l'ALÉNA ne soit pas ratifié avant la tenue des prochaines élections fédérales. En effet, les enjeux d'un tel accord sont assez importants pour qu'on les soumette à l'examen et au verdict des citoyens et citoyennes de ce pays.

Notre coalition, faut-il le réitérer, n'est pas contre l'accroissement des échanges commerciaux avec le Mexique et les États-Unis. Mais dans ce moment de profonde crise et de restructuration de notre économie et de l'économie continentale, caractérisées par un chômage et des problèmes sociaux importants, tout projet concernant l'économie doit inclure et faire place à des préoccupations et à des objectifs de caractère social et humanitaire. Un accord entre les trois pays peut être souhaitable dans la mesure où il fera place à des dispositions portant sur les droits sociaux à protéger, sur les normes environnementales à améliorer, sur les mesures d'ajustement à prévoir pour les travailleurs touchés par la restructuration économique.

C'est pour inclure ces préoccupations que le débat sur l'ALÉNA doit se poursuivre et interpeller l'ensemble des citoyennes et citoyens.